OCTOBRE 2023

Magazine en ligne de l'UBT-FGTB

be motion

FGTB UBT
Ensemble, on est plus forts

13 décembre : tous à Bruxelles pour une autre Europe

L'Union européenne, c'est 27 États membres, une superficie de plus de 4 millions de kilomètres carrés et 447,7 millions d'habitants. La Belgique est l'un de ces États membres.
L'impact que l'Europe a sur notre vie quotidienne, notre travail, notre temps libre, etc. ne doit absolument pas être sous-estimé. Lorsque je discute avec des syndicalistes dans le secteur du transport, j'évoque souvent le fait qu'environ 85 % des règlementations dans le secteur du transport sont déterminées au niveau européen. C'est peut-être même plus.

L'Europe détermine en grande partie nos conditions de travail

Les règles relatives au temps de conduite et de repos, qui déterminent combien de temps un chauffeur professionnel peut rouler de manière ininterrompue avant de se reposer. Le tachygraphe qui contrôle si ce même chauffeur respecte ces règles. Les règles de cabotage, qui déterminent combien de temps un chauffeur de poids lourds peut rouler dans un pays européen avant de devoir rentrer chez lui. Les réglementations relatives à l'équipage dans le secteur de la navigation intérieure, qui seront bientôt déterminées au niveau européen.

Et n'oublions pas non plus le rôle négatif que l'Europe a joué à 2 reprises, lorsqu'elle a formulé des propositions relatives au Paquet Portuaire, visant à affaiblir le statut relativement protégé dont les dockers jouissent dans de nombreux pays européens.

Après la pandémie, l'Europe a pris des mesures de relance

Après la pandémie de COVID-19, les dirigeants européens ont constaté que des mesures de relance étaient nécessaires. L'économie, et particulièrement le secteur du transport, a subi des coups durs à différents niveaux. Il suffit de penser au secteur aérien. Nous nous rappelons tous de la faillite de Swissport ! Mille cinq cents de nos collègues ont perdu leur emploi à l'époque. Nos chauffeurs d'autocars n'ont pas non plus été épargnés par l'annulation des excursions des seniors et des voyages scolaires.

D'autres secteurs ont prospéré. Le secteur logistique a explosé et les livreurs de colis ont dû faire des heures supplémentaires. Certains secteurs du transport se sont soudainement révélés « essentiels ». Sans camionneurs, les supermarchés n'auraient pas été approvisionnés, sans dockers, les importations par les ports auraient cessé.

L'Europe s'est toutefois rendu compte à temps que des fonds devaient être réinjectés dans l'économie et a approuvé un plan de relance de 540 milliards d'euros. La Belgique en a aussi profité.

L'austérité s'annonce !

Toutefois, la Commission européenne semble soudainement vouloir changer son fusil d'épaule. L'austérité est de retour et frappera durement les travailleurs de toute l'Europe. Ces économies vont accroître la pauvreté et un nombre croissant de personnes ne seront plus en mesure de payer leur maison ou devront épargner sur les soins de santé dont ils ont besoin. Ça, nous ne le tolérons pas.

En tant que syndicats, nous voulons un nouveau modèle économique et social accordant une place centrale aux travailleurs. Nous avons réellement besoin d'un changement, pas d'un retour à une politique destructive faisant de l'équilibre budgétaire un fétiche et réalisant des économies sur les programmes sociaux. Le dialogue social est d'une importance capitale.

C'est pourquoi la Confédération européenne des syndicats a lancé une pétition avec les revendications suivantes :

- pas de retour à l'austérité ;
- des investissements dans des emplois mieux rémunérés, durables et couverts par une convention collective ;
- pas de subventions publiques sans conditionnalité sociale ;
- une économie plus juste pour tous.

Poursuivons nos actions !

Pour donner du poids à ces revendications, 50 membres de l'UBT ont participé à la manifestation des syndicats français organisée à Paris le 13 octobre. Deux cent mille syndicalistes ont marché dans les rues de Paris avec un message clair : non à l'austérité, oui à une Europe sociale.

Le 13 décembre, nous manifestons à Bruxelles !

Ce sera bientôt au tour de la Belgique d'être « pays hôte ». Je vous appelle donc à être présents en nombre à Bruxelles le 13 décembre 2023 pour la journée d'action de la CES. Car si nous ne nous occupons pas de l'Europe, c'est l'Europe qui s'occupera de nous. À nous de faire entendre haut et fort nos revendications !

On se voit là-bas !

Frank Moreels
Président de l'UBT

Contenu

2 ▸ La solidarité sous les feux des projecteurs : quel est le point de vue de ces figures de proue
2 ▸ La « bombe Uber » à Bruxelles
3 ▸ Les flexi-jobs dans le secteur des autobus et des autocars
3 ▸ ETF Logistics Action Days
4 ▸ Nouveau cap pour les formations des administrateurs du groupe professionnel Port
4 ▸ L'UBT en action

La solidarité sous les feux des projecteurs : Quel est le point de vue de ces figures de proue

Notre récent congrès a non seulement rassemblé nos membres, mais aussi une liste impressionnante d'orateurs inspirants. La ministre Caroline Gennez a partagé son point de vue sur la force des syndicats et la voie vers une Europe plus sociale. L'ancien président du Labour Party (parti travailliste britannique), Jeremy Corbyn, a fait part de son expérience et de ses idées sur la solidarité internationale et la justice sociale. Pour finir, la personnalité politique belge, Paul Magnette, a présenté la nouvelle campagne « Tax the rich ». Dans ce « be motion », nous présentons les points forts de leurs discours et les messages les plus importants qu'ils ont partagés avec nous. Laissez-vous inspirer par ces personnalités influentes et leur contribution à notre quête d'un monde plus juste.

Paul Magnette cherche à recueillir 1 million de signatures pour la grande campagne « Tax de rich »

Lorsqu'on pense à l'avenir de l'Europe, il est clair que nous devons faire plus pour atteindre nos objectifs climatiques et sociaux. Dans cette optique, le président du PS, Paul Magnette, en collaboration avec ses homologues européens, lance une nouvelle initiative pour recueillir un million de signatures au sein de l'Union européenne dans le but de pousser la Commission européenne à formuler une proposition d'imposition sur la fortune. Et ce, afin de financer la transition climatique et sociale.

Plus sur la campagne.
Regarder la vidéo.

La ministre Caroline Gennez souligne la force des syndicats

Découvrez comment la ministre Caroline Gennez a mis en évidence le rôle central des syndicats dans la lutte pour les droits des travailleurs et une Europe plus sociale. Son discours inspirant donné à l'occasion de notre congrès est un appel puissant à la solidarité internationale. Lisez l'article complet et laissez-vous inspirer par son message.

Lire la suite.
Regarder la vidéo

Le plaidoyer de Jeremy Corbyn pour les droits des ouvriers et la justice sociale

L'ancien président du Labour Party, Jeremy Corbyn, a donné un discours puissant sur les droits des ouvriers, la justice sociale et les défis auxquels les travailleurs du 21e siècle sont confrontés. Connu pour son dévouement à une politique progressiste, Jeremy Corbyn a souligné l'importance de la solidarité internationale, de l'activisme syndical et de la redistribution du pouvoir et des richesses.

Connaître son point de vue.
Regarder la vidéo.

La « bombe Uber » à Bruxelles

Le samedi 7 octobre, le groupe professionnel Transport routier & Logistique de l'UBT a lâché une « bombe Uber » à Bruxelles. Avec l'aide de 16 duos, nous avons pu atteindre pas moins de 120 chauffeurs Uber en quelques heures à peine. Lors de ces rencontres, les craintes et les problèmes de ces chauffeurs ont été soigneusement notés et ensuite présentés lors de la concertation sociale avec Uber du 10 octobre. En outre, 8 chauffeurs se sont immédiatement affiliés à notre syndicat ! Cette action est plus que réussie ! L'UBT est proche des gens sur le terrain et agit en fonction de leurs inquiétudes. Du TRAVAIL FRANCHEMENT FORT, voilà précisément ce que fait l'UBT !

Concertation sociale UBT/Uber

Le 10 octobre, le troisième dialogue social entre l'UBT et Uber a eu lieu. Durant cette rencontre constructive, certaines problématiques ont été abordées, telles que les inquiétudes des chauffeurs, le nouveau décret taxis wallon, l'arrivée d'Uber en Wallonie, les dossiers de désactivation en cours et le premier anniversaire de l'accord de coopération. Malgré certaines divergences d'opinion, il faut noter que la coopération entre l'UBT et Uber a abouti à la résolution de 60 % des problèmes soulevés au cours de l'année écoulée. Cela démontre l'efficacité de cette coopération et ses avantages pour les chauffeurs Uber.

Bien que d'autres défis subsistent, il est clair que sans cet accord de coopération, aucun chauffeur n'aurait bénéficié de cette aide indispensable. La représentation des intérêts et la résolution de problèmes des chauffeurs restent au cœur de la coopération entre l'UBT et Uber.

LES FLEXI-JOBS DANS LE SECTEUR DES AUTOBUS ET DES AUTOCARS : LA PORTE OUVERTE À ENCORE PLUS DE PRÉCARITÉ !

L'accumulation de flexi-jobs au niveau sectoriel peut mener à la prédominance du marché des flexi-jobs et au remplacement des contrats à temps plein par des emplois précaires. Le recours à des flexi-jobistes pour des métiers tels que celui de chauffeur d'autocar, permettant à des professionnels sans aucun lien avec le secteur d'occuper un poste, suscite de vives inquiétudes. En outre, il n'existe aucune limite au nombre de flexi-jobs par rapport aux emplois réguliers.

L'UBT-FGTB a formulé des propositions concrètes pour contrôler l'introduction des flexi-jobs dans le secteur, comme l'obligation du tachygraphe, une interdiction de cumul au sein du secteur, une limitation, exprimée en pourcentage, du nombre de flexi-jobs, l'exclusion des flexi-jobs en cas de chômage temporaire et des tests médicaux et de conduite annuels pour les chauffeurs pensionnés. Les flexi-jobs ont tendance à saper l'emploi régulier et à maintenir les salaires à un bas niveau. Ils ne contribuent pas à résoudre le problème des métiers en pénurie et les chômeurs ne peuvent pas être flexi-jobistes, ce qui n'améliore pas la situation de l'emploi.

Pourquoi les flexi-jobs ne sont-ils PAS la solution ?

Les flexi-jobs nuisent à l'emploi régulier et maintiennent les salaires à un bas niveau. Une pénurie sur le marché du travail devrait en principe mener à de meilleurs salaires. Toutefois, l'introduction du travail intérimaire, des flexi-jobs, du travail étudiant et des travailleurs étrangers, permet en partie de remédier à cette pénurie et de ne pas avoir à payer des salaires plus élevés. Ainsi, le secteur reste peu attractif et les métiers en pénurie persistent.

Un chômeur ne peut être flexi-jobiste. Les flexi-jobs ne mettent donc pas plus de personnes au travail, mais donnent plus de travail aux gens qui travaillent déjà et aux pensionnés. Le chômeur reste donc chômeur et sa chance d'occuper un emploi régulier lui est retirée.

ETF Logistics Action Days : ensemble on est plus forts pour les collaborateurs logistiques

Le mercredi 4 octobre 2023, l'UBT a mobilisé plus de 40 militants avec des flyers, du café et des biscuits chez DHL Global Forwarding, à Diegem, à l'occasion des Logistics Action Days, une période d'actions de deux semaines organisée par l'ETF. L'ETF a ainsi voulu mettre en évidence d'importants points d'attention pour le secteur logistique à travers l'Europe.

Les collaborateurs logistiques sont la colonne vertébrale de notre économie, mais sont souvent invisibles et non protégés. Le secteur souffre de la précarité de nombreux emplois, des salaires bas et des mauvaises conditions de travail. L'ETF et ses membres sont déterminés à changer les choses en agissant dans toute l'Europe.

Plus sur notre action

« Il y a encore beaucoup à faire en matière d'égalité dans le secteur portuaire, et je suis déterminée à y contribuer ! »

Découvrez comment Hannelore veut relever ce défi.

Nouveau cap pour les formations des administrateurs du groupe professionnel Port

Cette année, notre groupe professionnel Port a entamé la révision et la modernisation de ses formations. Le premier cours entièrement renouvelé a été la formation de base, qui a fait l'objet d'un essai le mardi 19 septembre. Sous la direction des délégués permanents Bart Pierré, Nick Loridan et Kevin Verhaegen, un groupe d'administrateurs a participé au cours, qui a été accueilli très positivement. La formation de base a pour objectif de donner aux (nouveaux) administrateurs des connaissances de base approfondies sur notre centrale, notre groupe professionnel et sur le fonctionnement de structures importantes. En outre, le cours a couvert les compétences de base nécessaires à la participation à des réunions de gestion, en abordant des sujets tels que la création du Fonds de Sécurité d'Existence, l'origine de la Loi Major et la lutte cruciale contre les Paquets portuaires.

Après la formation de base, nous offrons également une formation internationale, qui aborde de manière plus approfondie les structures syndicales européennes et internationales et le rôle de notre groupe professionnel et de la centrale dont il fait partie. Ce cours est actuellement remanié, au même titre que la formation étendue de 4 jours.

L'UBT EN ACTION

Jeudi 5 octobre 2023

Manifestant.e, pas criminel.le

Le projet de loi Van Quickenborne met en péril notre droit démocratique à manifester. Nous n'accepterons pas que nos opinions soient réduites au silence ! Protester est un droit. C'est pourquoi nous avons également manifesté à Bruxelles le 5 octobre !

Vendredi 13 octobre 2023

Grande délégation de l'UBT à la manifestation européenne à Paris

Une délégation de plus de 50 militants de l'UBT a manifesté à Paris contre la politique d'austérité européenne et pour une Europe plus sociale avec des salaires plus élevés, de meilleures pensions et l'égalité des genres.

Lire plus

Lundi 16 octobre 2023

Campagne 'Stop à l'agression' à Herentals

Le lundi 16 octobre, l'UBT-FGTB et CGSP-TBM ont informé les chauffeurs et les passagers de notre campagne "Stop à l'agression" à la gare d'Herentals ! Ensemble, nous travaillons à la création d'un environnement de voyage sûr et respectueux.